



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne CHAUMONT, le 4 mars 2026

Nos réf. : SHM/KP/MI n° 26 - 064

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STOROPACK FRANCE

10 rue de l'Orgisset
52110 NULLY

Code AIOT : 0005701264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 février 2026 dans l'établissement STOROPACK FRANCE implanté 10 rue de l'Orgisset - 52110 NULLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a transmis à Madame la Préfète la mise à jour de son étude de dangers. L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection afin de vérifier par sondage la conformité du site vis à vis des éléments fournis dans l'étude de dangers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOROPACK FRANCE
- 10 rue de l'Orgisset - 52110 NULLY
- Code AIOT : 0005701264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société STOROPACK FRANCE est spécialisée dans la production d'éléments de calage dans les emballages, essentiellement des chips en polystyrène expansé. Pour cela, le site extrude des billes de polystyrène contenant un agent gonflant, le pentane, et qui vont s'expanser sous la chaleur. S'en suit une phase de maturation des chips de polystyrène, avant expédition vers les clients. Un stockage d'autres matériaux pouvant être utilisés à des fins d'éléments de calage (rouleaux de papier kraft, poches en plastique pouvant être gonflées d'air), en quantité réduite, est également pratiqué.

Le site se situe en pleine campagne au cœur du village de NULLY. Il est essentiellement entouré par des bois et autres prairies.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 1.5.3.	Prescriptions complémentaires
2	Produits de décompositions	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III point 2.c.iii	Sans objet
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.7.2	Sans objet
4	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.5.6.3	Sans objet
5	Détections d'atmosphère explosive	Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté un écart concernant les modalités de stockage de la cellule G2B au regard des modélisations des effets thermiques présentées dans l'étude de dangers et dans le porter-à-connaissance du 25 février 2025. Toutefois, l'inspection a constaté le retour à la conformité lors d'une visite ultérieure.

Par ailleurs, à la suite de la visite d'inspection et de l'instruction de l'étude de dangers présentée en annexe confidentielle du présent rapport, il est constaté que celle-ci intègre les évolutions du site ainsi que les exigences réglementaires récentes. Après analyse par sondage, elle est jugée conforme et le site demeure compatible avec son environnement.

Les scénarios étudiés mettent en évidence l'absence d'effets dominos externes. Seuls les effets de surpression de 50 mbar liés à l'explosion de la cuve de pentane sont susceptibles de sortir des limites du site, sans atteindre de cible permanente. Un document d'information sur les risques industriels a, à ce titre, été transmis à la DDT de la Haute-Marne le 12 juillet 2022.

Toutefois, il est proposé à Madame la Préfète d'encadrer la demande de compléments à cette étude par un projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 1.5.3.
Thème(s) : Situation administrative, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : L'exploitant a transmis la mise à jour de son étude de dangers en novembre 2025 à Madame la Préfète. Cette mise à jour prend en compte, d'une part, les dernières modifications du site et, d'autre part, les nouvelles prescriptions réglementaires concernant l'étude des produits de décomposition en cas d'incendie. Lors de la visite, il a été constaté que le stockage dans le bâtiment G2B ne correspondait pas à la modélisation effectuée dans son étude de dangers ou dans le cadre du porter-à-connaissance de 2025. Un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de signature suite à l'instruction de ce dernier, afin d'encadrer notamment ce stockage selon les modalités de la modélisation. En effet, un déport latéral de 2,4 m a été pris en compte dans la modélisation. Cependant, lors de la visite, des octobins étaient stockés sur toute cette zone. Lors d'une visite de l'inspection le 26 février 2026, il a été constaté le retour à la conformité sur ce point. <u>Instruction de l'étude de dangers :</u> Après analyse de ces éléments, l'inspection des installations classées estime que l'étude de dangers répond aux exigences réglementaires et aux méthodologies en vigueur. À ce stade, il ressort que les conclusions exprimées dans la version initiale de l'étude de dangers restent inchangées et que le site demeure compatible avec son environnement. Toutefois, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à ce rapport afin d'encadrer les demandes de compléments évoqués dans l'instruction de cette étude de dangers. <u>Conclusion de l'inspection :</u> La visite d'inspection visée par ce rapport a montré une non-conformité relative aux conditions de stockage conformément aux modélisations réalisées par l'exploitant. Cependant, une visite ultérieure de l'inspection a permis de constater le retour à la conformité sur ce point. L'analyse de l'étude de danger ne modifie pas la compatibilité du site avec son environnement. Cependant, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à cette instruction afin d'apporter des compléments à l'étude.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 2 : Produits de décompositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III point 2.c.iii
Thème(s) : Risques accidentels, Décompositions
Prescription contrôlée : En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
Constats : L'étude de dangers, présentée dans l'instruction jointe en annexe confidentielle de ce rapport, mentionne les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Les produits de décomposition définis dans le logiciel Omega 16 sont cohérents avec ceux indiqués par l'exploitant. L'étude précise notamment : <ul style="list-style-type: none">• émissions significatives de CO₂ et CO ;• émissions moyennes de HAP, COV et aldéhydes ;• émissions modérées de métaux. Par ailleurs, l'exploitant a présenté son POI, dans lequel les différentes fonctions opérationnelles sont déclinées. Dans le logigramme, il est indiqué que le bureau d'étude est déclenché pour la réalisation des prélèvements environnementaux. L'exploitant précise qu'une astreinte est mise en place avec le bureau d'étude afin d'assurer cette mission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, des services d'incendie et de secours, et de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport relatif au système sprinkler en date du 02/10/2025, ainsi qu'un ordre d'intervention du 18/09/2025 concernant des travaux et le nettoyage de la culasse du moteur du groupe sprinkler.

Les documents examinés ne font apparaître aucune non-conformité majeure.
Ce point n'appelle pas d'autre remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.5.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Permis d'intervention

Prescription contrôlée :

Le permis rappelle notamment :

- la nature des travaux à effectuer,
- la durée de l'intervention,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre, notamment les protections individuelles et les moyens de lutte incendie mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Constats :

L'inspection a sollicité l'exploitant pour présenter le dernier permis de feu réalisé sur le site. L'exploitant précise que les travaux présentant des points chauds sont, dans la mesure du possible, réalisés en dehors des zones à risques.

Par sondage, le permis de feu du 04/08/2025 a été présenté. Les informations suivantes y sont indiquées :

- la nature des travaux ;
- la durée de l'intervention ;
- les personnels en charge de l'intervention ;
- la nature du danger ;
- le type d'intervention ;
- les moyens de protection mis à disposition.

Il est constaté que le document présenté lors de la visite ne correspond pas à celui figurant dans l'annexe de l'étude de dangers. En effet, le document présenté est plus récent. L'exploitant mettra utilement à jour ce document dans la prochaine version de son analyse des dangers.

L'inspection des installations classées ne formule pas d'autre remarque à ce sujet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détections d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2011, article 7.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Pentane
Prescription contrôlée : L'atelier d'extrusion dispose de détecteurs d'atmosphère explosive spécifiques au pentane et au butane. Ces détecteurs déclenchent, en cas de franchissement des seuils pré-définis par l'exploitant, le démarrage d'une ventilation forcée et d'une alarme, et permettent un arrêt de l'alimentation en fluide.
Constats : L'exploitant a présenté le document n° 250218184118 du 18/02/2025. Il est constaté que certaines pièces concernant la détection du pentane ont été remplacées à la date de l'intervention. Le rapport indique que l'installation est fonctionnelle. L'exploitant précise que trois niveaux de seuil sont signalés localement et qu'un reporting est effectué vers une centrale de commande. L'inspection ne formule pas d'autre remarque à ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite